



Délibération n° 2026-04-16/01

Nombre de membres

En exercice : 32

Présents : 27

Votants : 30

Date de la convocation : 10/04/2026

Date de l'affichage : 10/04/2026

L'an deux mille vingt-six

et le 16 avril, à 18 heures 30,

le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué,
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la
Communauté de Communes

Présents :

AGONES : RIGAUD Véronique

BRISSAC : PONGAN Delphine

CAZILHAC ; ROUJON Nicolas, SERVIER-CANAC Magali

GANGES : EL GHOUCH Latifa, FABRIER Gérard, GOUSSAKOWSKY Isabelle, HOST Benoit, HOST Nathalie,
PALOUX Diane, SANTNER Muriel

GORNIES : POVREAU Joël

LAROQUE : AGRANIER Mary-José, CIRIBINO Pierrick, TRICOU Julien

MONTOULIEU : CHAFIOL Guilhem

MOULES ET BAUCELS : CÉLÉRIER Daniel, MOLIERES Jean-François

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : ALLE Oscar, CAMMAL David, NOEL Kerdudo Virginie

SAINT JULIEN DE LA NEF : SALZE Gérard

SAINT MARTIAL : JUTTEAU Françoise

ST ROMAN DE CODIERES : PASCAL Frédéric

SUMENE : ARNAUD Maud, CASTANIER Pascale, LAMBERT Lucas

Absent représenté :

GANGES: CAUMON Bernard par HOST Benoit

VIVANCOS Bertrand par JUTTEAU Françoise

LAROQUE: RUIZ Renée PAR CIRIBINO Pierrick

Absent :

CAZILHAC : RICHARD Elisabeth

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS: MOTARD Anne-Marie

Secrétaire de séance : Benoît HOST

Objet n°1 : Délégations de pouvoir du conseil communautaire vers le Président de la communauté

Le Conseil :

- Vu code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-10 ; L. 5211-2 et L. 2122-17 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-1449 en date du 17/12/2018, portant statuts de la communauté de communes, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°2020-06-06/01 en date du 1er avril 2026, portant élection du président de la communauté ;
- Considérant que « le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :
 - du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

- de l'approbation du compte administratif ;
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- de la délégation de la gestion d'un service public ;
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville »

DECIDE à l'unanimité

1. De charger le président, jusqu'à la fin de son mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations suivantes :
 - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés intercommunales utilisées par les services publics intercommunaux.
 - De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget sur chacun des budgets de la collectivité et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires
 - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé de 500 000 €.
 - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés soit selon la procédure des marchés publics négociés sans appel d'offres ni mise en concurrence soit selon la procédure adaptée (MAPA) en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget, ainsi que toutes les décisions concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du contrat initial supérieure à 5 % lorsque les crédits sont inscrits au budget.
 - De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.
 - De passer des contrats d'assurances dans la limite des seuils applicables aux procédures adaptées fixés par décret ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.
 - De créer, modifier ou supprimer des régies comptables nécessaires au bon fonctionnement des services intercommunaux.
 - D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
 - De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €.
 - De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires d'avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.
 - D'intenter au nom de la Communauté de Communes les actions en justice ou de défendre la Communauté de Communes dans les actions intentées contre elle, dans tous les cas, devant toutes les juridictions et à toutes étapes de la procédure.
 - De régler les conséquences des dommages des accidents dans lesquels sont impliqués les services intercommunaux.
 - De conclure des conventions d'entretien du mobilier, matériel, matériel informatique et divers.
 - De procéder au dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens intercommunaux.
 - De souscrire les contrats d'abonnement pour la fourniture de fluides et énergies.
 - De conclure des conventions de mise à disposition de locaux, matériel et personnel auprès d'une autre structure publique ou d'une association dans le respect des textes en vigueur et pour une durée n'excédant pas trois ans.

2. De prévoir qu'en cas d'empêchement du président, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation d'attribution pourront être prises par son suppléant.
3. De rappeler que, lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rendra compte des attributions exercées par lui-même par délégation du conseil communautaire.

Pour extrait conforme,
Ganges, le 17 avril 2026

Le Président,
Pierrick CIRIBINO



